

PUBLIC EYE AWARDS 2010

Liste des nominés par catégorie

Entreprises	Faits reprochés	Organisation à l'origine de la nomination
Public Eye GLOBAL Award		
Arcelor Mittal	<i>Afrique du Sud:</i> Le géant de la sidérurgie, qui a racheté il y a quelques années le producteur d'acier Iscor en Afrique du Sud, n'assume pas les responsabilités sociales et environnementales qui sont les siennes. La multinationale fait même du lobby contre une réglementation restrictive des émissions polluantes et refuse d'assainir les environs gravement contaminés de son principal site de production. Arcelor Mittal pratique une politique de prix cartellaire et répand ses déchets toxiques dans des décharges illégales. Elle prend des mesures d'intimidation à l'encontre des syndicats et licencie massivement sans plan social.	Groundwatch, USA
GDF Suez	<i>Brésil:</i> Le groupe énergétique français GDF Suez, qui appartient en partie à l'Etat français, participe de manière déterminante à la construction du barrage Jirau sur le fleuve brésilien Rio Madeira. Plusieurs milliers de personnes seront déplacés de force, des surfaces forestières importantes seront défrichées, les eaux du fleuve et le sol seront contaminés, souvent de manière illégale. GDF Suez viole non seulement le droit du travail brésilien, mais également les standards internationaux, accentuant les tensions entre la Bolivie, le Brésil et le Pérou.	Amigos da Terra, Amazônia Brasileira
Royal Bank of Canada (RBC)	<i>Canada:</i> La Royal Bank of Canada (RBC) finance, à hauteur de 20 milliards de dollars, l'exploitation du pétrole des sables bitumeux dans l'état d'Alberta. L'extraction de ce pétrole, aux conséquences dramatiques pour l'environnement, est effectuée sur une zone aussi grande que l'Angleterre. Dans cette région, de nombreuses personnes utilisent l'eau de source et chassent pour se nourrir. La pollution des eaux et du sol entraîne une augmentation significative des cas de cancer au sein des communautés locales.	Rainforest Action Network, USA
Public Eye SWISS Award		
Farner PR	<i>Suisse:</i> Lors de la campagne autour de l'initiative suisse « Pour une interdiction de l'exportation de matériel de guerre », l'agence de relations publiques zurichoise Farner a chargé une politologue de participer sous un faux prétexte à un week-end stratégique organisé par le Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA). Peu après, un document interne de l'agence mentionnant l'« observation de groupes de militants » parvenait aux médias. L'espionnage des opposants politiques ne va pas seulement à l'encontre des principes éthiques, mais ces pratiques sont contraires à la liberté de rassemblement et d'opinion.	Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA), Suisse

Comité International Olympique (CIO)	<i>Canada:</i> Les jeux olympiques d'hiver 2010 se dérouleront sur des terres indiennes jusqu'ici préservées. Le CIO n'a pas jugé nécessaire d'aborder la question des terres avec les populations amérindiennes, avant ou encore après l'attribution des jeux à la ville de Vancouver. La construction d'autoroutes et de complexes sportifs entraîne la destruction d'énormes surfaces de forêt, sans dédommagement pour les propriétaires. Le Comité International Olympique, dont le siège est à Lausanne, gère cet événement sportif dans une seule logique de profits, sans égards pour la population locale et l'environnement.	Olympic Resistance Network, Canada
Roche	<i>Chine:</i> Roche mène des essais cliniques en Chine sur des organes transplantés afin de tester l'efficacité de son médicament anti rejet. En Chine, 90% des organes transplantés proviennent de prisonniers. L'entreprise pharmaceutique ne peut, ou ne veut pas donner plus d'informations sur l'origine des quelque 300 organes soumis à ces essais cliniques. Tant que Roche ne sera pas en mesure de prouver que les organes sur lesquels son médicament est testé ne proviennent pas de prisonniers, elle doit renoncer à de tels essais et arrêter immédiatement ceux en cours.	Déclaration de Berne, Suisse
Public Eye GREENWASH Award		
CEO Water Mandate	Le CEO Water Mandate a été créé dans un cadre semblable à celui du Global Compact des Nations Unies. Il s'agit d'une initiative volontaire et non-contraignante qui se présente comme un modèle de responsabilité écologique et social capable de combattre la crise de l'eau. Un examen plus attentif montre que le CWM légitime ses entreprises membres et assure leur contrôle sur les sources d'eau, dans un but de maximisation des profits, sans pour autant faire respecter les standards écologiques et sociaux définis.	Polaris Institute, Canada
Promotion santé suisse	En 2009, la fondation Promotion santé suisse a décerné le label « Friendly Work Space » à plusieurs entreprises du groupe Migros. Pourtant, de nombreux salariés craignent de ne plus pouvoir supporter les exigences de performance de plus en plus élevées et particulièrement néfastes pour la santé auxquelles ils sont soumis. Horaires de nuit contraires aux prescriptions légales et licenciements d'employés sous des prétextes fallacieux sont monnaie courante au sein des entreprises du géant orange, où un climat de peur s'est instauré.	Unia (secteur tertiaire), Suisse
Round Table on Responsible Soy (RTRS)	RTRS se donne pour but la « promotion de l'utilisation de standards responsables dans la production, la transformation et le commerce du soja », mais cette institution permet avant tout de légitimer la production agro-industrielle de soja sur des monocultures gigantesques par des propriétaires terriens, des investisseurs et des entreprises. Les systèmes de production agricole de régions entières risquent d'être entièrement contrôlés par des grandes entreprises. Celles-ci font pression sur les populations locales et menacent la souveraineté alimentaire d'une large couche de la population	Rettet den Regenwald, Allemagne

Un projet de la Déclaration de Berne et Greenpeace Suisse
The Public Eye Awards c/o Déclaration de Berne, Rue de Genève 52, 1004 Lausanne
Tel.: + 41 (0)21 620 03 03, Fax + 41 (0)21 620 00 00, info@publiceye.ch, www.publiceye.ch